

**CONVENTION FINANCIERE
FONDS D'APPUI AUX POLITIQUES D'INSERTION**

ANNEE 2018

ENTRE

Le Département du Bas-Rhin, dont le siège est à Strasbourg – Place du Quartier Blanc, représenté par Monsieur Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin, ci-après désigné par les termes "le Département"

d'une part,

ET

Le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF)
Sis, 24 rue du 22 novembre- 67 000 Strasbourg
Représentée par Madame Léa TOLEDANO, Présidente

d'autre part,

VU

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération CD/2017/149 de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 3 avril 2017 approuvant les actions et financements dans le cadre du Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion ;
- La délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 19 février 2018.

Conformément à la délibération CD/2017/149 de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 3 avril 2017 approuvant les actions et financements dans le cadre du Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion il est rappelé la convention signée par l'Etat et le Département du Bas-Rhin visant à définir les priorités conjointes, déclinées sous forme d'engagements réciproques et d'actions partagées dans une conception élargie des politiques d'insertion permettant :

- la prévention des difficultés sociales et la lutte contre la pauvreté ;
- l'accompagnement des personnes en vue de leur émancipation et leur participation à la vie sociale, économique et citoyenne ;
- l'intervention sur l'environnement social pour renforcer la cohésion sociale et les solidarités de proximité.

L'objet de cette présente convention s'inscrit dans cette politique afin de permettre aux personnes en situation de précarité de s'inscrire dans un parcours d'insertion.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

I : OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : Objet

L'objectif de la mission confiée à l'association est de mettre en œuvre des actions favorisant le parcours des personnes en situation de précarité dont les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active afin de faciliter leur accès à l'emploi, aux actions de mobilisation et de formation.

La présente convention définit les modalités d'intervention du Département dans l'action de l'association.

L'objectif de l'action est de permettre :

- L'accompagnement, à travers des « ateliers d'engagement » de personnes éloignés de l'emploi, bénéficiaires des minimas sociaux, vers l'engagement bénévole dans une dynamique de parcours d'insertion vers l'emploi.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018 pour une durée d'un an. Toutefois, son exécution est soumise à la condition suspensive de la réception par le Département du Bas-Rhin d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

II : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Article 3 : Montant de la subvention départementale annuelle

Au regard des engagements imposés par la présente convention et sous la condition expresse que l'association en remplira réellement toutes les clauses, le Département du Bas-Rhin subventionnera **le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF)** à concurrence d'un montant de **24 000 €** pour l'année 2018 pour une action sur le territoire de l'EUROMETROPOLE de STRASBOURG.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention de **24 000 €** sera versée après décision de la Commission Permanente et retour de la présente convention signée.

Un bilan intermédiaire de chaque action sera à produire pour le 30 août 2018 ainsi qu'un bilan final pour le 31 décembre 2018.

III : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Article 5 : Utilisation de la subvention

Le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à son objet et le cas échéant à la convention d'objectifs précitée. L'association s'engage par ailleurs à utiliser l'intégralité de la subvention pour mener à bien le projet décrit dans l'article 1^{er} précité.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention dans ses articles 1 et 2 et son budget prévisionnel entraînera la résiliation de cette convention et le remboursement de la subvention accordée.

Dans l'hypothèse où les objectifs cités à l'article 1er n'auront pas été réalisés au 31 décembre de l'année en cours, le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) s'engage à rembourser au Département, le montant des sommes déjà versées.

Article 6 : Obligations fiscales et sociales

Le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) s'engage à prendre en charge toutes taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que le Département ne puisse être recherché ou inquiété en aucune façon, à ce sujet.

Article 7 : Responsabilités - assurances

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive.

Le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être ni recherchée ni engagée.

Article 8 : Information et communication

L'association dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien du Conseil Départemental du Bas-Rhin dans tous les supports qu'elle utilise, ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype du Conseil Départemental du Bas-Rhin sur les documents édités par l'association et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens internet, etc).

Pour ces actions et pour l'insertion du logotype du Conseil Départemental, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la Communication du Conseil Départemental.

Article 9 : Contrôle sur place et sur pièces

Le Département pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui pour s'assurer du bien fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis du Conseil Départemental.

Dans ces conditions, le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires et à faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables dont la production serait jugée utile.

Article 10 : Obligations comptables

L'organisme s'engage à fournir au Département les documents comptables (bilans, comptes de résultats, annexes et rapport du Commissaire aux Comptes le cas échéant) au plus tard dans les six mois qui suivent l'exercice clos ayant bénéficié des subventions départementales.

Dans le cadre de la production de ces documents, Le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no. 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999.

Le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) s'engage également à respecter la réglementation en vigueur en matière de nomination d'un Commissaire aux Comptes et à produire au Conseil Départemental tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles. Le cas échéant, Le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) s'engage à communiquer au Département le nom du ou des commissaires aux comptes dans les trois mois suivant leur désignation.

IV : DIVERS

Article 11 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 12 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit, avec un préavis d'un mois sans indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'organisme.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le versement de la subvention est interrompu et un arrêté d'abrogation de l'arrêté attributif de subvention est alors notifié à l'organisme.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, en cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention ou à l'une des clauses de l'un des quelconques avenants à ladite convention, dès lors que, dans les trois mois suivants la date de réception de la mise en demeure envoyée par le Département du Bas-Rhin par lettre recommandée avec accusé de réception, Le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) n'aura pas donné de suite favorable.

Le non-respect total ou partiel par le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner, outre l'interruption de l'aide financière par le Département décrite ci-dessus, la demande de reversement en totalité ou en partie des montants alloués et la non prise en compte des demandes de subvention présentées ultérieurement par le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF).

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la pérennité de l'organisme et la poursuite des activités, ou en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, le Département se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander éventuellement le reversement des sommes déjà mandatées.

Article 13 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Payeur Départemental du Bas-Rhin - Hôtel du Département - Place du Quartier Blanc, 67964 Strasbourg Cedex 9.

Article 14 : Election du domicile

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties élisent domicile au siège du Département.

Article 15 :

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux qui sont remis à chaque partie signataire.

Fait à Strasbourg, le .

**Pour le Centre d'Information sur le
Droit des Femmes et des Familles
La Présidente,**

Léa TOLEDANO

**Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental
du Bas-Rhin,**

Frédéric BIERRY